

# CONjoncture EUropéenne et Régionale



**iéseg**  
SCHOOL OF MANAGEMENT  
LILLE - PARIS

I&S Industries  
& Services

Numéro 037

Achévé de rédiger le 18 avril 2011

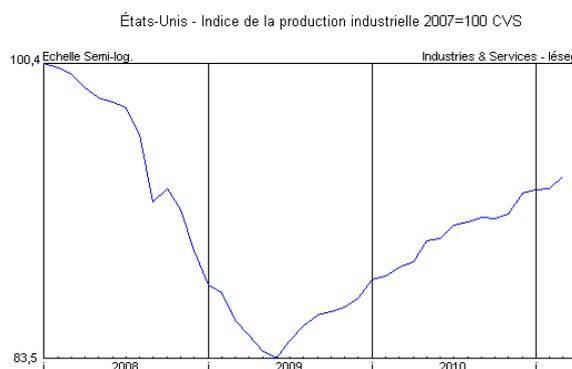
## MONDE : La croissance s'installe, l'inflation aussi

A l'échelle planétaire, l'expansion se poursuit à un rythme proche de +5% l'an et le commerce mondial a retrouvé son niveau d'avant la crise grâce aux pays émergents. Ce dynamisme retrouvé devrait se prolonger à l'horizon des deux années à venir et les scénarios de croissance ont été révisés à la hausse. Mais les catastrophes naturelles, comme le séisme et le tsunami au Japon ainsi que les événements géopolitiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, suscitent l'inquiétude et assombrissent les prévisions économiques.

La croissance des pays importateurs de matières premières est menacée par le transfert de pouvoir d'achat au bénéfice des nations productrices, les cours du baril de pétrole, passés au-delà de 120 \$ ayant pris le relais de ceux des produits de base. En **Chine**, les autorités, toujours soucieuses des risques d'une agitation sociale dangereuse dans un pays où l'écart entre riches et pauvres ne cesse de s'accroître, semblent désormais craindre les débordements inflationnistes liés à la surchauffe (+9,7% de croissance du PIB sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, +14,4% pour la production industrielle et +5,4% pour les prix à la consommation). Ces tendances modératrices seront renforcées par l'impact dépressif de la baisse de l'activité au **Japon**. L'industrie nipponne se situe en effet au cœur des échanges interindustriels mondiaux dans les secteurs de l'électronique, de l'aéronautique et de l'automobile.

Aux **États-Unis**, la croissance du quatrième trimestre 2010 est finalement estimée à +3,1% l'an. De ce fait, la progression du PIB en moyenne annuelle ressort à +2,9%, succédant à la chute de -2,6% en 2009. Pour les années 2011 et 2012, le consensus des économistes américains prévoit respectivement +3,1 et +3,3%. Cet optimisme est conforté par la bonne tenue des indices des directeurs d'achat. L'indice du secteur manufacturier demeure supérieur à 60, suggérant une croissance sensible de l'activité au cours des prochains mois. L'indice des services a légèrement reculé en mars, mais son niveau de 57,3 témoigne d'une diffusion de la reprise aux activités tertiaires.

La croissance américaine dispose de nombreux soutiens. La consommation des ménages progresse à un rythme de l'ordre de +3% l'an, grâce à la seule augmentation des revenus réels. Par-delà de fortes oscillations, le taux d'épargne est en effet stabilisé depuis dix-huit mois autour de 5,5% du revenu disponible. Au cours des prochains mois, les ressources des Américains seront soutenues par la montée en puissance des créations d'emploi, tandis que les gains de pouvoir d'achat seront affectés par l'accélération de l'inflation liée à la hausse des cours des matières premières.



Source : Board of Governors of the Federal Reserve System

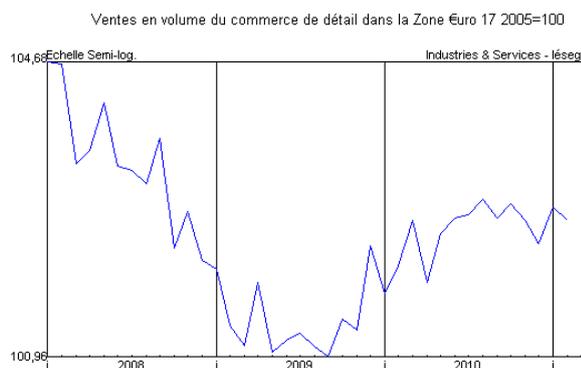
Les exportations devraient rester bien orientées compte tenu de la vigueur de la demande des pays émergents et de l'avantage compétitif important vis-à-vis du Japon et des pays de la zone Euro. Ce dynamisme se transmet aux investissements des entreprises, lesquels sont tirés en même temps par la nette remontée du taux d'utilisation des capacités de production (75,8% en mars) et la diffusion de nouvelles technologies.

Le rétablissement des finances publiques est clairement le principal enjeu de la politique économique américaine, depuis que les craintes déflationnistes, longtemps exagérées, ont disparu. Le renchérissement des matières premières a porté le glissement annuel des prix à la consommation à +2,7% en mars, tandis que l'inflation sous-jacente se ranime quelque peu (+1,2%).

## EUROPE : Inquiétudes sur la consommation

En **zone Euro**, l'activité industrielle a progressé à un rythme régulier, mais modeste pour une phase de reprise. Cela s'explique par la dispersion des résultats nationaux : reprise vigoureuse en Allemagne largement tirée par l'extérieur et dans les pays d'Europe du Nord face à des résultats médiocres en Europe du Sud. Les enquêtes, notamment celles auprès des directeurs d'achat, suggèrent une poursuite de la reprise industrielle et sa diffusion progressive aux activités de services.

Cependant, la hausse des prix des matières premières exerce un prélèvement sur l'économie qui grève la **balance commerciale**. Par ailleurs, les **dépenses des ménages** sont peu dynamiques tant du côté des ventes au détail que des immatriculations de voitures particulières. L'**emploi** est tout juste stabilisé depuis le début de l'année 2010, ce qui est suffisant pour endiguer la hausse du taux de chômage (9,9% en février, contre 10% en janvier).



Source : Eurostat – hors automobiles et carburants

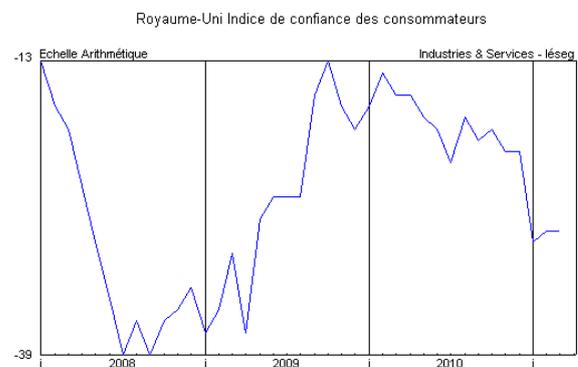
La consolidation des cours du pétrole à un niveau élevé constitue à l'évidence une menace pour la reprise, même si la remontée de l'euro au-dessus de 1,44 \$ en atténue quelque peu les effets. Mais le taux de change de la devise européenne, qui s'éloigne de sa parité d'équilibre envers le dollar (1,15-1,20), handicape les exportateurs au moment où la croissance mondiale risque de connaître une phase de ralentissement.

Enfin, le retour du risque sur les **dettes souveraines** d'Europe du Sud constitue un danger permanent pour l'Union monétaire, malgré les progrès réguliers de la gouvernance en ce domaine. La crise n'est pas terminée, mais la zone euro a su répondre aux attaques spéculatives, serrer les rangs pour tenter de les surmonter et mettre en place un mécanisme de soutien aux pays en difficulté.

En **Allemagne**, le rythme de croissance (+3,5% en 2010) est nettement supérieur à celui de la zone

euro (+1,7%). La croissance devrait se prolonger, mais à un rythme plus modéré à partir du deuxième trimestre. La reprise des exportations tout au long de l'année a permis d'alimenter la reprise de l'investissement, particulièrement en biens d'équipement. Les commandes nouvelles à l'industrie ont augmenté de +2,4% en février.

En **Italie**, l'économie peine à amorcer une reprise dynamique. Le PIB a progressé de +1,2% en 2010, une performance plus modeste que celle de la France (+1,5%) ou de l'Allemagne (+3,5%). Si les enquêtes de conjoncture suggèrent une amélioration du moral des industriels, les niveaux d'activité stagnent. La consommation privée reste hésitante alors que l'activité est encore trop faible pour créer des emplois. Le taux d'inflation, qui a atteint +2,5% fin mars en rythme annuel, rogne le pouvoir d'achat des ménages.

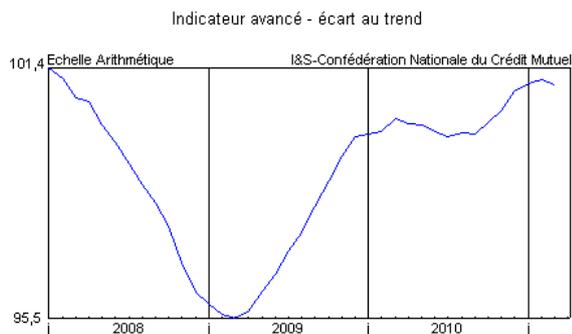


Source : Gfk

Au **Royaume-Uni**, le PIB, qui avait affiché de bonnes performances au printemps (+1,1%) et à l'été (+0,7%), a reculé de -0,5% au quatrième trimestre de l'an dernier, notamment en raison des mauvaises conditions climatiques du mois de décembre. L'activité demeure donc inférieure de -4,6% à son niveau d'avant-crise. La consommation, légèrement orientée à la baisse depuis le printemps 2010, devrait rester à la peine ces prochains mois du fait de la remontée de la TVA intervenue en début d'année et de l'accélération de l'inflation. Le glissement annuel des prix de détail est ressorti à +4,4% en février en liaison avec la hausse du coût des carburants et de l'alimentation. L'emploi se redresse timidement après avoir chuté de près de 900.000 et la progression sur douze mois des salaires s'inscrit autour de +2%, rythme très inférieur à celui affiché jusqu'au printemps 2008 (plus de +4%). Dans le cadre du plan d'austérité annoncé il y a quelques mois, le gouvernement vient de présenter son budget 2011, prévoyant un déficit sous la barre des 8% du PIB en regard d'un maximum de 11,4% en 2009.

## FRANCE : Modération de l'expansion

Dans sa note de conjoncture du 31 mars, l'Insee table sur une progression du **PIB** de +2,4% l'an au premier trimestre 2011 et de +1,6% au deuxième trimestre, ce qui est en ligne avec les résultats de l'indicateur avancé du Crédit Mutuel. L'acquis de croissance à fin juin s'élèverait à +1,4%. De nombreux aléas entourent ce scénario, mais l'économie française devrait continuer à résister en dépit des incertitudes sur l'activité mondiale.

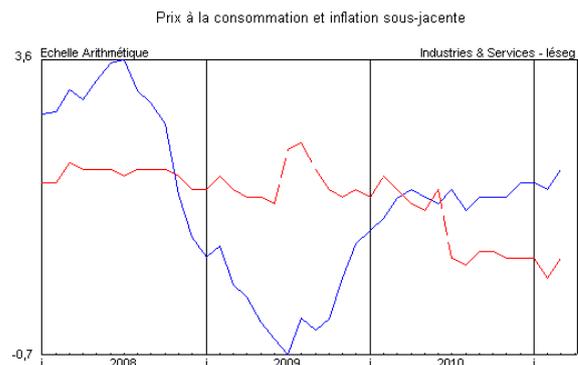


Source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Le début d'année a profité d'un effet de rattrapage de certains secteurs. L'indice de la **production industrielle** a progressé au rythme de +6,1% l'an au cours des trois derniers mois connus en février 2011 et de +9,4% pour la seule production manufacturière. Cette accélération ne permet pas encore d'effacer la chute de l'activité enregistrée durant la récession de 2008-2009. L'indice est encore inférieur de -8,4% par rapport à son plus haut d'avant-crise, alors qu'en Allemagne, il n'est plus qu'à -4,7% de ses niveaux les plus élevés.

L'**activité** industrielle devrait rester soutenue au cours des prochains mois, mais sans nouvelle accélération. L'indice du **climat des affaires** s'est redressé en mars et a atteint son plus haut point depuis la fin 2007. Le niveau des **stocks**, jugés faibles, contribue à soutenir l'activité et les perspectives personnelles de production, de nouveau en hausse, indiquent une croissance de la production supérieure à sa moyenne de longue période. **Les carnets de commandes** s'étoffent dans les secteurs des biens d'équipement et résistent dans l'automobile. Le secteur du **bâtiment** poursuit son redressement. Les mises en chantier de logements sont ressorties à 530.000 en rythme annualisé en février et les permis de construire s'affichent à 524.000, à peine moins qu'aux États-Unis (540.000). Les **exportations** sont un des principaux soutiens de l'activité industrielle, mais les **importations** ont connu un net rebond. Aussi, le déficit commercial a atteint 80 milliards d'euros en rythme annuel en février, ce que le renchérissement de la facture énergétique ne suffit pas à expliquer.

Le **marché du travail** s'améliore progressivement. Le retour des créations nettes d'emploi (193.000 en 2010) a été plus précoce et plus important que prévu. Ce dynamisme de l'emploi devrait se renforcer, mais les craintes suscitées par la hausse des **prix** (+2% en mars en glissement annuel, dont +19,6% pour les produits pétroliers, pour une inflation sous-jacente de +0,7%) ont entamé la confiance des ménages. L'indicateur synthétique a reculé à 83 après 85 en février.



Source : Insee – Glissements annuels en %. En **bleu** : indice des prix à la consommation – en **rouge** : inflation sous-jacente.

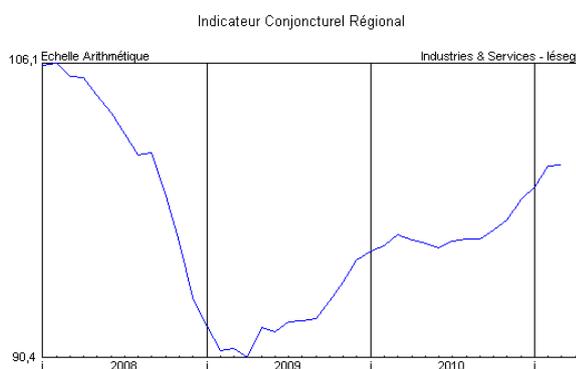
Néanmoins, la **consommation en produits manufacturés** a encore progressé en février (+5,5% en un an – données Insee -) et vraisemblablement en mars (enquête de la Banque de France). Ce dynamisme tranche avec l'atonie des ventes au détail observé dans l'ensemble de la zone Euro. Cette singularité d'une consommation des ménages à nouveau soutenue repose sur des éléments peu pérennes. Elle s'explique par l'arrivée à son terme du dispositif de prime à la casse automobile ainsi que par un repli du taux d'épargne des ménages à 15,6% fin 2010. Aussi, la consommation a résisté en dépit d'un ralentissement des revenus salariaux des ménages. L'indice du salaire mensuel de base dans les secteurs marchands a progressé de +1,8% en un an, sa plus lente progression depuis 1999. L'inflation ayant accéléré au premier trimestre 2011, il est probable que le salaire moyen par tête soit désormais en baisse, alors qu'il a été quasiment stable en termes réels au second semestre 2010.

Le **déficit public** est tombé à 7% du PIB en 2010 après 7,5% en 2009. Le résultat est meilleur que prévu. Il est dû à un moindre besoin de financement des collectivités locales et à une progression des recettes supplémentaires. Le gouvernement s'est engagé auprès de Bruxelles à ramener le déficit à 5,7% en 2011, puis à 4,6% en 2012 et à 3% en 2013, hypothèse optimiste car 2012 sera une année d'élection. La dette publique a continué de croître, atteignant 81,7% du PIB en 2010 au lieu de 78,3% en 2009

## NORD-PAS DE CALAIS : Entre optimisme et attentisme

### ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 18 avril, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de mars s'est stabilisé sur sa tendance de moyen terme (1983-2010). L'activité a encore progressé et le taux d'utilisation des équipements a légèrement dépassé la moyenne des quatorze dernières années. Les carnets sont désormais bien regarnis et les stocks de produits finis correspondent aux besoins du marché. La consommation est demeurée soutenue et le sous-indicateur de l'emploi ne se dégrade plus. Celui des échanges manque encore un peu de vigueur.



Source : Industries & Services - léseg

### ACTIVITE

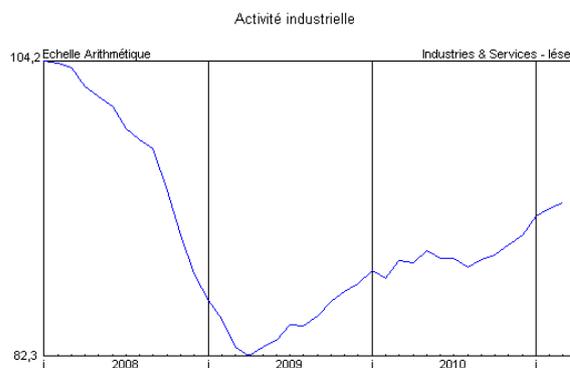
Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

**Industries agroalimentaires** : Après la croissance de février, la production régionale s'est maintenue en mars. Par compartiments, les situations restent toujours très contrastées. Les fabrications ont baissé dans le travail de la viande sous l'effet de la faiblesse de la demande étrangère mais la faiblesse des stocks induit un redressement dans les prochaines semaines. Dans l'industrie laitière, l'accroissement des besoins a entraîné une accélération de l'activité qui va se poursuivre. Dans la transformation et la conservation du poisson l'étranglement des carnets a fait en sorte que les volumes produits ont suivi de très près les fluctuations de la demande mais la stabilité devrait prévaloir à court terme.

**Biens d'équipement professionnel** : La production est repartie de l'avant. La demande, notamment intérieure, a sensiblement progressé et les plans de charge sont estimés bien au-dessus des attentes dans les deux principales branches de la fabrication des équipements électriques et des machines et équipements mécaniques. Ceci permet

de présager une nouvelle progression pour les prochains mois.

**Matériel de transport** : Les cadences se sont nettement ralenties conformément aux prévisions dans la construction automobile. Si les commandes se sont stabilisées, les carnets de commandes sont demeurés corrects et les stocks légèrement inférieurs à la normale. Des mouvements sociaux locaux et les difficultés d'approvisionnements en provenance du Japon impactent les perspectives pour les mois à venir. En revanche, la croissance s'est poursuivie chez les équipementiers. Ceux-ci pourraient cependant réduire leur production dans les prochaines semaines. Enfin, la production de matériel ferroviaire a été maintenue sur les mêmes bases que précédemment et un surcroît de demande pourrait entraîner une légère hausse au cours du printemps.

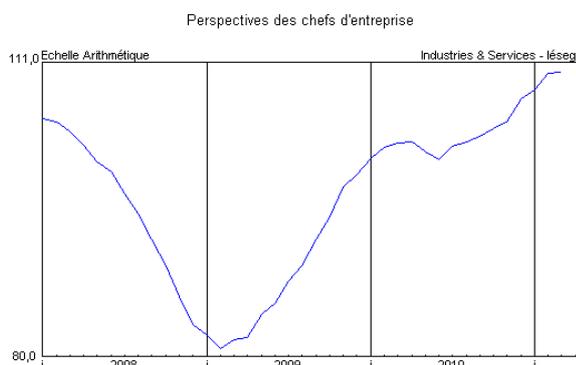


Source : Industries & Services - léseg

**Autres produits industriels** : L'activité est repartie de l'avant avec un développement régulier des prises d'ordres. La plupart des secteurs sont en hausse et formulent des prévisions favorables : textile-habillement, chimie, métallurgie, plasturgie, verre-matériaux de construction, imprimerie... L'industrie des papiers-cartons, où les stocks de produits finis sont largement excédentaires et où les prix de vente orientés à la baisse, et celles des produits métalliques font figure d'exception.

**Construction** : Selon l'enquête du Secrétariat Régional de la Banque de France, l'activité du secteur du bâtiment du Nord-Pas de Calais s'est sensiblement redressée au premier trimestre de 2011 après une fin d'année affectée par des conditions météorologiques défavorables. Les plans de charge sont redevenus corrects, les effectifs ont légèrement progressé, mais les prix de vente sont toujours orientés à la baisse sous la pression de la concurrence. Les perspectives sont à peine positives à court terme, par manque de visibilité du secteur dont la situation régionale apparaît moins satisfaisante qu'au plan national. Le génie civil a, lui aussi, procédé à un rattrapage après les arrêts dus aux intempéries. La demande, qui émane

principalement des collectivités locales, résiste bien mais le retour à une situation plus normale se fait encore attendre et la visibilité reste réduite. L'activité ne devrait donc pas beaucoup varier au deuxième trimestre.

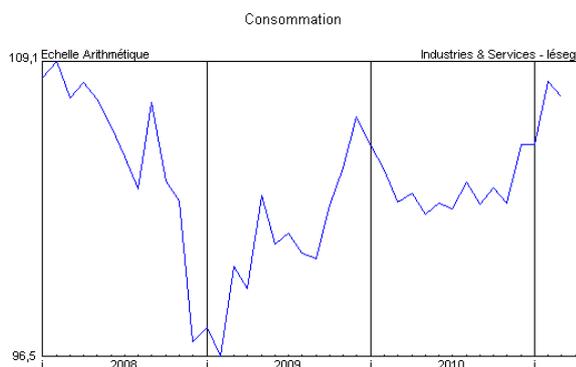


Source : Industries & Services - léseg

**Services aux entreprises** : La tendance était toujours très positive en mars et les perspectives bien orientées. Le développement de l'intérim se poursuit mais le niveau de l'activité est encore inférieur à celui d'avant-crise. Les activités "juridiques, comptables, conseil, architecture, ingénierie, contrôle et analyse technique" bénéficient désormais d'une demande soutenue, les perspectives étant particulièrement favorables dans le conseil. L'optimisme reste de mise dans les activités informatiques et les services d'information qui poursuivent leurs recrutements malgré la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

## CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a conservé un haut niveau. La bonne tenue des immatriculations d'automobiles neuves n'est toujours pas démentie, même si celle-ci repose toujours sur des facteurs artificiels.



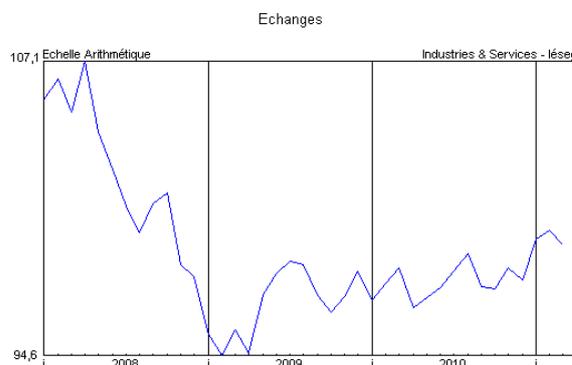
Source : Industries & Services - léseg

Dans le commerce de détail, les transactions en volume ont conservé un bon niveau dans la plupart des rayons, après la période des soldes de janvier-février : textile-habillement, cuirs-chaussures, appareils électroménagers, quincaillerie, articles de

bricolage et horlogerie-bijouterie sans pour autant connaître l'expansion. Pour sa part, l'électronique grand public enregistre une vive progression. Seul, le compartiment des livres et de la papeterie est demeuré déprimé. Le volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – n'a que peu varié à un an (-0,9%) comme à un mois d'intervalle (-1,1%) pour l'ensemble des articles. Pour le seul compartiment textile-habillement, les évolutions ont été plus encourageantes, avec, respectivement +1,6% et +4,8%.

## ÉCHANGES

En mars, le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** s'est encore inscrit en augmentation (+27% à un an d'intervalle), qui s'explique surtout par la poursuite des prélèvements sur les stocks d'hydrocarbures (qui ne demandent qu'à être raffinés pour être valorisés), avec une hausse des sorties totales de vracs liquides de +106% ainsi que par de bons flux de sorties de charbons et de céréales pour les vracs solides (+41%). L'évolution des exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, reste encourageante, avec +8% sur un an, notamment en ce qui concerne le trafic de conteneurs (+15%).



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à mars, les livraisons de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont peu varié à un an d'intervalle en dépit de la hausse du prix des carburants. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entreposage fait état d'une stabilisation du volume des prestations aux niveaux atteints en février et de prévisions en légère hausse. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs ont encore progressé, de même – et surtout – que celles des **véhicules industriels**.

Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a encore fléchi en mars, de -12,2% (soit -11% hors transit, déroutements et "divers").

La baisse de la fréquentation des vols "vacances" (charters) a atteint -15,1% après -48,8% en février. Celle des vols avec l'Union Européenne (incluant les vols intérieurs) s'est établie à -11,8% tandis que la fréquentation des vols réguliers internationaux (hors "espace Schengen") augmentait de +3,8%.

## EMPLOI

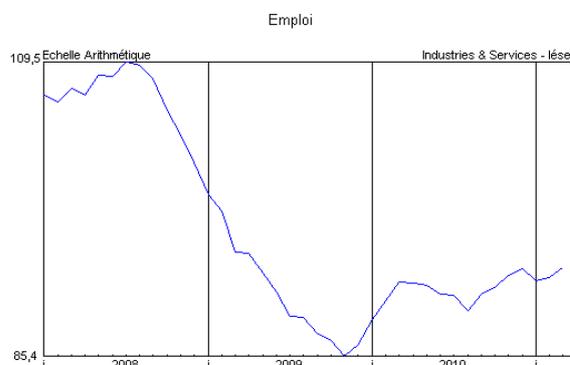
En février, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région est demeuré constant par rapport à janvier pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +1,9% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de -0,1% et de +1,3%. Pour l'ensemble des catégories A, B et C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,1%, contre -0,1% en France et de +4,3% contre +4,1% par rapport à février 2010.

Sur un an, le chômage régional des hommes a augmenté de +2,6% (+2,5% dans le pays) et celui des femmes de +6,3% (contre +5,7%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -4,7%, contre -3,5% en France métropolitaine). Elle a été de +13,1% (contre +14,3%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

En mars 2011, le nombre d'heures d'**activité partielle** autorisées dans les établissements a d'ailleurs encore baissé de -44,1% dans la région, contre -63,5% en Métropole (données provisoires). En février, le recul des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de

CRP) a atteint -12,4% sur un an après -22,7% en janvier (contre -9,5% après -10,5% en France).

Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a baissé de -3,8% contre +1,3% en France métropolitaine. Simultanément, celui des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +1,5% contre +2,2% dans le pays.



Source : Industries & Services - léség

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi s'est redressé plus vigoureusement en février à un an d'intervalle, avec +12,1%, contre +11,4% pour la référence nationale (en données brutes). Par catégorie d'offres, les évolutions sont restées toujours très fortement dispersées : -8% contre +2,3% pour les offres durables (plus de 6 mois), +30,5% contre +1,5% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et -10,4% contre +8,6% pour les emplois occasionnels (en données corrigées des variations saisonnières). Le glissement régional vers des offres d'emploi plus durables est sans doute en cours, mais il n'est pas encore manifeste dans le Nord-Pas de Calais.

## MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iséseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iséseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – [www.ieseg.fr](http://www.ieseg.fr) - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : [f.millequant@ieseg.fr](mailto:f.millequant@ieseg.fr) ou [francois.millequant@wanadoo.fr](mailto:francois.millequant@wanadoo.fr)

Dr Hassan El Asraoui : [h.elasraoui@ieseg.fr](mailto:h.elasraoui@ieseg.fr)

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur les sites :

<http://www.ieseg.fr/rerelations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/> et <http://coeur.ieseg.fr>